



## Rôle des transferts monétaires pour l'autonomisation des femmes au Tchad

VAM Etude Genre et Marchés #12

2017

## Table des matières

Acronymes.....	4
Remerciement.....	5
Résumé exécutif.....	6
Effets des interventions CBT sur le genre et l'autonomisation des femmes et des groupe vulnérables.....	7
Effet des interventions CBT sur les marches.....	7
1.Contexte et justification de l'étude.....	10
1.1. Introduction.....	10
1.2. Revue documentaire sur les transferts monétaires.....	11
a. Historique des programmes de transfert monétaires.....	11
b. Le rôle des interventions CBT pour l'autonomisation des femmes, le genre et la protection. ....	11
c. Bons d'alimentation et les transferts monétaires au PAM.....	12
1.3. Le Genre et marche au Tchad.....	12
1.4. Justificatif et objectifs de l'étude.....	13
2. Design et méthodologie.....	14
2.1. Questions de recherche.....	14
2.2. Méthodologie.....	14
2.3 Ciblage géographique et échantillonnage.....	15
2.4 Outils et collectes de données sur le terrain.....	15
2.5 Partenaire.....	15
3. Principaux résultats.....	16
3.1. Contexte de la zone d'étude.....	16
3.1.2. Sécurité alimentaire.....	16
3.2. Effets des interventions CBT sur la sécurité et les moyens d'existence de ménages.....	17
3.2.1. Acceptation de la modalité de transfert et impact sur ménages ;.....	17
3.2. 3.. Moyens de subsistance et stratégie d'adaptation ;.....	18
3.3. Effets des interventions CBT sur le genre et l'autonomisation des femmes et des groupe vulnérables. .....	19
3.3.1 Prise de décision sur les activités commerciales ;.....	19
3.3.2. Accès et pouvoir de décision sur les ressources productives.....	19
3.3.2. Leadership et participation.....	19
3.3.3. Perception de l'autonomisation chez les femmes et les jeunes. ....	19
3.3.4. Les impacts perceptibles.....	20
3.4. Effet des interventions CBT sur les marches.....	20
3.4.1. Accessibilité au marché.....	20
3.5. Les défis et les opportunités existantes pour les interventions CBT.....	21

3.4. Discussion autour des questions de recherche .....	22
4. Conclusion et Recommandation.....	24

## Acronymes

AGR: Activités Génératrices de Revenu  
BAD Banque Africaine de Développement  
CBT: Cash Based Transfer (transfert monétaire)  
ENSA: Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire  
FAO : Food and Agriculture Organization  
IRW : Islamic Relief Worldwide  
PAM : Programme Alimentaire Mondial  
PDM : Post Distribution Monitoring  
SECADEV : Secours Catholique Pour le Développement  
SIF : Secours Islamique de France  
UNHCR : United Nations High Commissioner for Refugees

## Remerciements

Le Bureau du Programme Alimentaire Mondial (PAM) au Tchad a mandaté Monsieur Ali ABDOUL SALAMI, Consultant Agroéconomiste, de conduire l'étude " Genre et Marchés" et dont le thème est : *Rôle des transferts monétaires pour l'autonomisation des femmes*.

L'étude a commencé le 14 juillet 2017, avec une phase d'appropriation conceptuelle, de recherche documentaire et de préparation méthodologique qui s'est terminée au 23 août. L'enquête de terrain a couvert la zone sud et s'était déroulée du 06 au 11 septembre 2017 à Gore, Sido et Moundou.

Le Consultant adresse ses sincères remerciements aux staffs du PAM base au Bureau Régional de Dakar, au Tchad (N'Djamena et Sous bureau de Gore) pour leur soutien sans faille et leur franche et sincère collaboration dans la réalisation de cette étude.

Les remerciements sont adressés aussi aux autorités administratives, religieuses et traditionnelles et aux responsables des structures sectorielles techniques à Gore et aux principaux partenaires du PAM sur le terrain.

## Résumé exécutif

L'initiative Genre et Marchés du Bureau Régional Dakar (RBD) du PAM a permis de réaliser deux études au Tchad. La première étude intitulée "Genre et Marchés" réalisée en août 2016 restait plus focalisée sur les enseignements et les bonnes pratiques pour le développement des outils afin d'évaluer et suivre les aspects de genre et d'autonomisation dans les interventions du PAM. La deuxième étude menée dans le cadre d'une analyse comparative de trois pays sahéliens dont le Tchad, fournissait une base de connaissance sur les interactions entre dynamiques sexospécifiques et les marchés agricoles en Afrique de l'Ouest. Le cas présenté pour le Tchad est spécifique au Bassin du Lac Tchad et donc n'est pas assez représentatif pour tirer des conclusions généralisables. Par ailleurs CARE International a également entrepris une étude en décembre 2016, pour mesurer les impacts ou effets des transferts monétaires sur les ménages en situation d'insécurité alimentaire au Tchad. Une des conclusions de cette étude était que les transferts monétaires ont eu un effet positif sur le genre et les relations sociales au sein des ménages et les témoignages des femmes a révélé que l'argent du cash mais l'étude abordait très peu le volet autonomisation de femmes.

L'objectif de cette étude est de mieux comprendre la dynamique de genre et l'autonomisation des femmes induite par les interventions basées sur les marchés au Tchad grâce auxquelles le PAM assiste les réfugiés et le retournés au travers de la distribution de cash ou de bons d'alimentation. Plus précisément la présente étude veut comprendre **comment les transferts monétaires (CBTs) contribuent à l'autonomisation des femmes et des populations marginalisées au Tchad ?**

L'étude de cas du Tchad a couvert la zone sud du pays. Cette zone Sud du Tchad est une zone agricole par excellence et les principales activités exercées par les ménages restent l'agriculture et l'élevage. La présente étude concerne les régions des deux Logones (Orientale et Occidentale) et le Moyen Chari. Depuis 2014, cette zone est caractérisée par un afflux de réfugiés et de retournés tchadiens fuyant les tensions politiques de la crise

centrafricaine. Le PAM assiste dans cette zone plus de 70.000 bénéficiaires composés des retournés Tchadiens (81%) et de réfugiés (19%). Ces bénéficiaires sont localisés dans 13 sites répartis dans les régions de Logone Occidentale, Logone Orientale et le Moyen Chari. Selon l'enquête Post Distribution Monitoring (PDM) réalisée en mai 2016, 43% des ménages interrogés s'adonnent à l'agriculture, 34 % pratiquent l'élevage et 4% la pêche.

### Effets des interventions CBT sur la sécurité et les moyens d'existence de ménages

Dans 3 sites sur 4 visités les bénéficiaires affirment qu'ils souhaitent avoir une assistance en argent plutôt qu'en nature. Cette préférence marquée pour le cash s'explique par les raisons suivantes :

- Le cash leur permet l'achat d'articles non alimentaires, moins chers en dehors du site,
- Le cash leur donne une certaine autonomie dans la gestion ;
- Possibilité de développer des AGR

Dans les 4 sites, les discussions de groupes révèlent que **c'est le mari qui reçoit** le coupon même si le plus souvent c'est la femme qui assiste à la foire pour échanger les bons contre les vivres. **C'est le mari qui décide de comment sera utilisé le transfert d'espèces** dans les 3 camps de retournés (Danamadja, Djako et Sido) en revanche dans le camp de réfugiés de Dosseye, la décision est prise de manière consensuelle par le mari et la femme.

Le transfert d'espèces reçu a servi principalement à l'achat de nourriture, aux soins de santé et à reconstituer les moyens d'existences. Lors des focus groups 100% des participants ont déclaré que le CBT a contribué à améliorer les conditions de vie des populations bénéficiaires en :

- Atténuant les effets des crises alimentaires ;
- Améliorant l'accès aux services de santé ;
- Améliorant la situation sociale du bénéficiaire ;

### Effets des interventions CBT sur le genre et l'autonomisation des femmes et des groupes vulnérables.

Les femmes bénéficiaires pratiquent des activités commerciales (petit commerce de détail) dans les sites de retournés/refugiés. Ce petit commerce consiste en la vente de produits alimentaires comme farines de mil, riz, l'oignon, pâtes, sel, etc. Les femmes s'approvisionnent sur les marchés des villages hôtes et les principaux clients qui achètent leurs produits sont les retournés/refugiés. Cent pour cent des femmes participant au focus groupes ont affirmé avoir le plein leadership sur leurs activités commerciales. C'est-à-dire que ces femmes décident la plupart du temps de leurs activités commerciales. Les sites des retournés constituent une opportunité pour développer des activités génératrices de revenu.

Plus de 75% des femmes présentes affirment avoir accès aux ressources productives du ménage et la décision de l'utilisation de ces ressources est prise de manière consensuelle entre le mari et la femme. Si la femme est cheffe de ménage, elle exerce tous les droits sur les ressources productives.

Dans 4 sites visités, toutes des femmes qui ont participé aux groupes de discussion sont membres d'au moins une association. Ces femmes affirment qu'elles s'expriment en toute liberté sur les questions de marchés. Cependant leur participation au conseil d'administration laisse à désirer, le plus souvent ce conseil est centralisé au niveau des hommes. En plus ces organisations de femmes ne sont pas impliquées dans le processus de distribution. Cela constitue un défi majeur pour ces femmes qui cherchent à devenir économiquement et socialement autonomes.

Les principaux défis auxquels les femmes sont confrontées sont :

- Le manque de crédit pour faire des AGR :
- La non implication des femmes ou dans certains cas la faible prise en compte de

leurs opinions lors de prise de décision par les hommes ;

- Le manque de formation des femmes ;
- Le fait de ne pas posséder de pièces d'identités ou documents officiels ;

A ceux-là s'ajoute aussi le vide juridique concernant le statut du retourné.

Dans les quatre sites visités, les bénéficiaires déclarent que l'assistance CBT du PAM a eu un impact positif sur l'alimentation du ménage en ce sens que le bon de 6000 FCFA/ mois (pleine ration) permet de couvrir les besoins alimentaires du ménage pour un mois. Cependant la demi-ration (3000FCFA/ménages) qui est actuellement distribuée ne couvre que deux semaines.

L'organisation des foires commerciales pour échanger les coupons contre de produits alimentaires sur les sites permet la création des emplois saisonniers pour les jeunes et stimulent le développement de petit commerce en particulier pour les femmes. Ceci contribue à diversifier les sources de revenus et à améliorer l'économie du ménage.

Selon les jeunes du site de Danamadja, les interventions CBT ont aussi contribué à retenir les hommes dans les sites et à limiter la migration vers le centre-ville de Gore.

### Effet des interventions CBT sur les marchés

Les résultats de l'enquête montrent qu'il n'existe pas de problème d'accessibilité aux marchés dans les différents sites des retournés/réfugiés. En effet dans 100% des sites visités, les marchés sont accessibles pour la plupart des clients soit par piste rurale comme le cas de Sido, Danamadja et Dosseye ou par voie bitumée au niveau du site de Djako. Les habitants des villages parcourent en moyenne 4 km pour venir sur les principaux marchés. Les clients peuvent faire face à certains défis liés à la sécurité tels que les incidents, l'insécurité ou le petit banditisme.

Neuf commerçants, tous des hommes participent au programme CBT dont 5 à Goré et 4 à Sido. Les

produits les plus sollicités sont : le riz local/importé, farine de blé/maïs/manioc, haricot, pâtes alimentaires, l'huile d'arachide. Globalement pour ces produits les plus sollicités sur les deux marchés le nombre moyen de commerçants a évolué à la hausse suite aux interventions CBT. Le tableau ci-dessous nous renseigne sur l'évolution du nombre moyens de commerçants aussi bien grossistes que détaillants.

Commerçant	Avant le CBT	Actuellement	Pourcentage
Grossistes	36	65	81%
Détaillants	253	384	52%

On remarque que sur le marché de Goré le nombre moyen de grossistes a plus que double après le lancement des interventions CBT. Le nombre moyen de détaillants suit également la même tendance. Ce qui traduit un regain d'intérêt pour la commercialisation de ces produits. Les commerçants affirment également une augmentation de leur chiffre d'affaire et une diversification de leurs chaînes d'approvisionnement. A Sido par contre, le nombre moyen de grossistes et détaillants pour les principaux produits baisse respectivement de 26% et de 37% après la mise en place des interventions CBT. Les raisons avancées par les commerçants pour justifier cette baisse concernent la dégradation avancée de la route qui cause beaucoup de pertes ainsi que la détérioration des marchandises.

#### Les défis et les opportunités existantes pour les interventions CBT

- **Insuffisance des ressources** : l'assistance du PAM au profit des retournés/réfugiés n'a pas été régulière tout au long des deux dernières années par manque de financement. En effet en 2016 il y a eu 5 distributions sur 12 et pour l'année en cours, seulement 4 distributions ont pu être effectuées. La valeur du coupon est passée de 6000 FCFA/mois à 3000fcfa/mois. Cette ration réduite de moitié ne couvre pas tous les besoins alimentaires des bénéficiaires qui sont obligés de recourir à d'autres stratégies

parfois néfastes comme la prostitution de survie pour combler le gap.

- **Le transfert d'espèces est limité seulement à l'achat de produits alimentaires (céréales, légumineuses, huile, sucre, etc.)** pour une certaine période et ne constitue pas un paquet intégré pour encourager par exemple l'accès aux services sociaux de base (éducation, soin de sante, etc..).
- **L'accès aux ressources notamment à la terre et au pâturage accentuent les conflits cultivateurs-éleveurs ou éleveurs-éleveurs** : selon le bureau OCHA à Goré, l'arrivée de réfugiés et retournés de la RCA et la fermeture des frontières avec la RCA depuis 2014 ont freiné les mouvements de transhumance entre les deux pays et ont exacerbé ce manque de pâturage et de débouchés pour le cheptel. Les questions d'accès à la terre sont récurrentes dans les villages d'accueil et villages autour des sites et camps, et affectent les rapports intercommunautaires. La fermeture de la frontière avec la RCA s'est traduite par une réduction des opportunités d'échanges commerciaux pour les commerçants locaux.
- **Le retrait de plusieurs acteurs humanitaires des sites de retournés du sud** : suite au manque de financements, couplé à l'absence de programmes de développement et de solutions durables a entraîné la réduction des standards humanitaires minimums dans tous les secteurs, particulièrement dans les sites de retournés<sup>1</sup>.
- **L'absence de documentation civile pour les retournés** : constitue un véritable facteur limitant leur liberté de mouvement, l'autosuffisance, l'accès aux services sociaux de base et par conséquent leur intégration socio-économique.
- **Risque de protection** : La violence sexuelle et sexiste affecte à la fois les réfugiés de la RCA, les nouveaux/ancien arrivés et les communautés d'accueil et constituent l'un des principaux risques de protection pour la

<sup>1</sup> OCHA/Tchad, Bulletin Humanitaire N°5, mai 2017.

communauté. Selon le HCR, une évaluation participative réalisée en 2014 dans le camp de Dosseye a révélé que les filles de 12 à 17 ans et les femmes célibataires sont les plus touchées par la violence sexuelle et sexiste. En raison de l'extrême pauvreté, les jeunes filles sont souvent exploitées par des hommes qui leur exigent des rapports sexuels en échange des moyens de survie de survie. De même, le mariage des filles est très courant au Chad.

- **La pauvreté structurelle** et le manque d'initiatives de développement ou l'absence de mesures durables d'accompagnement, continuent de fragiliser davantage les conditions de vie des retournés/réfugiés et des populations hôtes.

L'assistance du PAM aux victimes de la crise en RCA dans le sud du Tchad a permis d'atténuer les souffrances des réfugiés et retournés tchadiens. La distribution de bons de valeurs aux bénéficiaires leur donne la liberté de choix de denrées à acheter sur les marchés locaux. Grâce aux bons qu'ils reçoivent du PAM, ils arrivent à améliorer leur sécurité alimentaire, l'accès aux soins de santé et leurs situations sociales. Toutefois du fait que les distributions ont été irrégulières tout au long des deux dernières années, les bénéficiaires ont dû adopter des stratégies qui fragilisent davantage leurs moyens d'existence et les rendent de plus en plus vulnérables. Ce qui à la longue pourra compromettre la capacité d'autonomisation des ménages en particulier des femmes.

Les activités du CBT ont stimulé l'économie locale tant au niveau des sites/camps, que dans la communauté hôte.

L'émergence d'opportunités économiques en particulier pour les femmes à travers le petit commerce et la création d'emplois saisonniers pour les jeunes constituent des effets positifs induits par les interventions CBT.

En plus des défis structurels évoqués plus haut les femmes font aussi face au manque de crédit pour faire des AGR, la non implication des femmes ou

dans certains cas la faible prise en compte de leurs opinions lors de prise de décision par les hommes, le manque de formation limite leur employabilité, et le manque de documentation civile rend difficile leur intégration socio-économique.

La recherche de l'autonomisation constitue une quête, une aspiration légitime non seulement pour les bénéficiaires (réfugiés/retournés), mais aussi pour la communauté hôte. Les interventions CBT ont une influence sur le genre et les relations sociales au sein du ménage. Le CBT est une opportunité conduisant vers l'autonomisation des groupes vulnérables en particuliers des femmes. Cependant dans le contexte actuel au sud du Tchad beaucoup reste à faire pour atteindre une véritable autonomisation des femmes et nous proposons les recommandations ci-dessous :

- Compléter la valeur du bon de 3000 à 6000 FCFA/mois afin de permettre aux bénéficiaires de mieux faire face aux difficultés alimentaires du moment. Ce qui suppose que le PAM redouble d'efforts dans le plaidoyer et la mobilisation des ressources ;
- Plaider en faveur de la mise en place de mesures d'accompagnement et de solutions plus durables et résilientes pour la population hôte afin de renforcer les moyens d'existence et de stimuler le développement d'initiatives locales de créations d'emplois pour les jeunes.
- Envisager de nouvelles approches intervention CBT qui vont encourager la formation des jeunes et des femmes afin d'accroître leur potentiel d'employabilité.

Une autre piste qui pourrait être explorée par le PAM, serait de voir :

- La possibilité de faire des activités intégrées à travers le CBT et qui vont cibler spécifiquement les femmes : par exemple en plus du bon on peut donner du Cash aux femmes pour les aider à faire des activités génératrices de revenus.
- Cibler plus de femmes commerçantes comme fournisseurs du PAM pour le CBT,

même s'il faut faire une discrimination positive. Cela encouragerait l'engagement des femmes sur les marchés.

•

## 1. Contexte et justification de l'étude.

### 1.1. Introduction

Le bureau Régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest (au travers de l'équipe du VAM) a lancé une initiative régionale Genre et Marchés concernant l'autonomisation des femmes sur les marchés agricoles de la région. Au travers de cette initiative le PAM vise à renforcer la collecte et l'analyse des données sur les rôles, les défis et l'autonomisation des femmes et des hommes dans les marchés alimentaires. Après une première phase d'enquête bouclée en aout 2016 qui a permis de constituer une base de connaissances sur les dynamiques sexospécifiques et les marchés agricoles en Afrique de l'Ouest, le PAM a lancé une seconde phase (décembre 2016-novembre 2017) d'études pour mieux approfondir la compréhension de la thématique Genre et Marchés, mais aussi tenter de trouver des solutions pratiques à certains problèmes identifiés lors de la phase initiale.

Le Tchad fait parti des pays cibles de l'initiative Genre et Marchés. Deux études de cas ont été conduites par le VAM RBD. Les conclusions préliminaires de l'initiative « Genre et Marchés » révèlent que les femmes et les hommes sont généralement actifs dans les chaînes de valeur agricoles d'Afrique de l'Ouest, mais qu'ils ont tendance à assumer des rôles et des responsabilités différentes à chaque niveau. Les femmes en Afrique de l'Ouest sont affectées de manière disproportionnée par un accès limité aux ressources productives, aux marchés, aux capitaux, aux moyens de subsistance, etc., et elles font également parti des populations les plus vulnérables durant les conflits et les crises. Les résultats reflètent, entre autres, la nécessité d'introduire des indicateurs socioéconomiques supplémentaires dans l'analyse comparative entre les sexes afin de

mieux comprendre les vulnérabilités et l'autonomisation.

En réponse aux conclusions préliminaires de l'initiative sur le Genre et les Marchés, plusieurs nouveaux domaines d'intérêt liés aux zones d'intervention régionales du PAM ont été identifiés pour des recherches et des essais supplémentaires particulièrement pertinents pour les programmes et opérations humanitaires actuels ou prévus et / ou comme uniques en ce qui concerne l'approche requise pour répondre aux nouvelles questions de recherche.

Pour le cas du Tchad, le thème de l'étude s'intéresse au **rôle des transferts monétaires (Cash-Based Transfers en anglais ou CBTs) pour l'autonomisation des femmes et populations marginalisées.**

Le conflit dans le nord-est du Nigéria provoqué par Boko Haram a entraîné des déplacements généralisés, des violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme, des risques de protection et une crise humanitaire croissante. Au cours de ses huit années, la crise a entraîné le déplacement de 2,1 millions de personnes ayant fui leurs maisons, dont 1,8 millions actuellement déplacés à l'intérieur de leur pays et 0,2 million dans les pays du Cameroun, du Tchad et du Niger<sup>2</sup>. Les niveaux de pauvreté semblent avoir été exacerbés par de nombreux conflits mais aussi par des catastrophes naturelles et conditions climatiques difficiles<sup>3</sup>.

Au Tchad, 2,3 millions de personnes sont en insécurité alimentaire donc 380 320 en insécurité alimentaire sévère. Selon UNHCR plus de 614 000 personnes sont en déplacement et on dénombre 438 100 enfants en malnutrition<sup>4</sup>.

L'initiative de l'assistance alimentaire inconditionnelle à travers des transferts monétaires a fait ses preuves et s'est révélé être une pratique « tampon » efficace en période de crise. Les transferts monétaires contribuent à satisfaire les besoins immédiats des bénéficiaires les plus pauvres et à

<sup>2</sup> <http://www.unocha.org/nigeria/about-ocha-nigeria/about-crisis>.

<sup>3</sup> <http://www.unocha.org/tchad>

<sup>4</sup> <http://www1.wfp.org/countries/chad>

éveiller chez eux un sentiment d'espoir et de sécurité permettant d'envisager l'avenir plus sereinement<sup>5</sup>.

Les CBTs permettent notamment d'influer positivement sur l'adaptation et la résilience des ménages et communautés locales particulièrement en période difficile.

## 1.2. Revue documentaire sur les transferts monétaires

### a. Historique des programmes de transfert monétaires<sup>6</sup>

Les programmes de transferts monétaires même s'ils sont considérés comme des innovations majeures dans l'aide ou l'assistance humanitaire de nos jours, ne sont pas nouveaux. En effet, les premiers dispositifs d'aide monétaire ont été mis en place aux Etats Unis par Clara Barton (Fondatrice de la Croix Rouge Américaine) suite à deux évènements d'urgence humanitaire : la guerre Franco-Allemande 1870-71 et après le passage de l'ouragan Galveston au Texas en 1900. A partir des années 1990, beaucoup d'organismes humanitaires ou de développement ont de plus en plus fait recours aux transferts monétaires et aux coupons alimentaires pour apporter une assistance et un soutien aux personnes se trouvant dans une situation d'urgence humanitaire. L'emploi de ces instruments s'est aussi considérablement intensifié dans le cadre des programmes nationaux de protection sociale pour lutter contre la pauvreté. De nos jours, les programmes de types monétaires et basés sur les marchés font partie de "la boîte à outils" de mécanismes de transferts de ressources aux populations vulnérables.

L'Union africaine, à travers son plan d'action du Cadre de Politique Social (2008) a en effet poussé de nombreux pays membres à accorder la priorité aux

---

<sup>5</sup> L'impact des programmes de transferts sociaux monétaires sur les dynamiques communautaires en Afrique subsaharienne. FAO, Document de recherche, Septembre 2016

<sup>6</sup> Paul Harvey et Sarah Bailey dans Revue de bonnes pratiques/Programmes de Transfert monétaires/Overseas Development institue/Juin 2011

stratégies de protection sociale, notamment aux transferts monétaires. Souvent soutenues par des partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux, ces stratégies basées sur les transferts monétaires sont destinées à faire reculer l'insécurité alimentaire et la pauvreté, mais aussi à promouvoir la fréquentation scolaire et le bien-être des enfants.

### b. Le rôle des interventions CBT pour l'autonomisation des femmes, le genre et la protection.

Les interventions CBT sont conçues et mises en œuvre selon différents contextes sociaux et dans des situations humanitaires distinctes. L'impact sur les femmes dépend beaucoup du contexte. Des études d'impact conduites sur le terrain par divers intervenants humanitaires ont apportés des évidences sur les avantages et le rôle positif des CBT sur l'autonomisation, le genre et la protection. Selon une étude conjointe<sup>7</sup> de Concern et OXFAM GB, les transferts monétaires ciblant les femmes contribuent à améliorer les relations au sein des familles car les femmes ont une meilleure estime de soi et une plus grande confiance quant à la gestion de l'argent reçu. Overseas Development Institut (ODI), dans une revue de littérature sur les impacts des transferts monétaires a montré que les effets productifs des transferts en espèces peuvent être améliorés en ciblant les femmes, parce qu'il a été constaté que les transferts en espèces amènent les ménages dirigés par des femmes à investir davantage dans les actifs économiques et à accroître les investissements productifs, ce qui contribue à leur autonomisation économique<sup>8</sup>.

L'autonomisation économique des femmes est un processus qui comporte essentiellement deux volets : les ressources et les possibilités<sup>9</sup>. Les ressources de production sont les avoirs dont les femmes ont besoin pour progresser économiquement. Cela comprend des actifs corporels comme des

<sup>7</sup> Des convictions à la pratique : Transferts monétaires et dynamique des genres

<sup>8</sup> The impact of cash transfers on women and girls/A summary of evidence, March 2017

<sup>9</sup> L'autonomisation économique des femmes : Perspectives SACO.

ressources financières (revenu, épargne, crédit) et des ressources physiques (terre, logement, technologie), ainsi que des actifs incorporels comme des compétences, un savoir-faire technique et une reconnaissance sociale.

Plusieurs arguments soutiennent le plaidoyer en faveur des transferts monétaires :

- **Flexibilité, choix et dignité** : en utilisant les transferts monétaires, on donne la possibilité aux bénéficiaires de choisir selon le contexte, les biens dont ils en auront besoin et en fonction de leurs priorités.
- **Autonomisation** : L'injection d'argent dans le ménage confère aux bénéficiaires une forme de restitution du contrôle de leur situation immédiate. Le fait de recevoir de l'argent par exemple peut permettre aux femmes de retrouver un certain pouvoir décisionnel au sein du foyer. L'accès aux institutions financières permettant d'avoir des comptes bancaires par exemple peut aussi redonner un certain pouvoir aux bénéficiaires, en particulier les femmes, sur le long terme.
- **Renforcement du commerce au niveau local** : l'injection d'argent ou de bons d'achats auprès des commerçants locaux contribue beaucoup à la relance de l'économie locale avec des effets multiplicateurs avérés.
- **Efficacité en termes de temps et de coût** : si le contexte du marché est favorable (c'est à dire en termes de disponibilité et d'accessibilité des produits alimentaires, les transferts monétaires peuvent être plus rapide que l'importation de vivres. Ceci permet de faire des économies en supprimant les coûts de logistique, de stockage, de manutention et de distribution.
- **Réduction des stratégies d'adaptation négatives** : les populations affectées par une crise sont souvent contraintes d'utiliser des stratégies préjudiciables au développement de moyens d'existence à long terme notamment en vendant des actifs productifs tels que leurs animaux. Toutefois, les

expériences ont démontré que les transferts monétaires peuvent réduire la nécessité d'employer de telles stratégies d'adaptation négatives.

### c. Bons d'alimentation et les transferts monétaires au PAM

Au niveau du PAM, le plan stratégique 2008-2013 concrétise le passage de l'aide à l'assistance alimentaire. Ce fut dans un contexte mondial caractérisé par une flambée des prix alimentaires ayant suscité un regain d'intérêt des donateurs pour les bons d'alimentation et les transferts monétaires dans les situations d'urgence. Dès lors le PAM a adopté une politique<sup>10</sup> relative à l'utilisation de bons d'alimentation et transfert monétaires comme instruments d'assistance alimentaire. Le PAM dispose de trois modalités de transfert de ressources aux bénéficiaires :

- Remise de produits alimentaires (provenant d'une contribution en nature et/ou achetés) ;
- Remise de bons (papiers ou électronique permettant d'acheter des vivres) ;
- Remise d'espèces (cash immédiat ou compte caisse) ;

Les deux dernières modalités utilisant les bons d'alimentations et les transferts monétaires sont de nos jours connus sous le terme *Cash Based Transfers (CBT)*.

L'utilisation du CBT par le PAM ouvre de nouvelles perspectives de prise en charge des activités par les partenaires et les gouvernements à mesure que les bénéficiaires améliorent leurs moyens de subsistance et que les autorités renforcent leurs capacités.

### 1.3. Le Genre et marché au Tchad

Le genre est un concept sociologique désignant les "rapports sociaux de sexe", et de façon concrète, l'analyse des statuts, rôle sociaux, relations entre les hommes et les femmes. En d'autres termes le genre

<sup>10</sup> Bon d'alimentation et transferts monétaires comme instrument d'assistance alimentaire : enjeux et perspectives. Document présenté au Conseil

d'administration du PAM en sa session du 27 au 30 octobre 2008.

renvoie aux rôles sociaux des hommes et des femmes et qui sont fixés par le contexte socio-culturel, économique et politique dans lequel ils vivent. Le concept genre comme approche de développement se fonde sur la justice sociale et sur le fait que le maintien des femmes et autres catégories marginalisées dans une position inférieure nuit au développement<sup>11</sup>.

D'après les données du deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-2, 2009), le Tchad compte 11.175.915 habitants 49,3 % d'homme et 50,7 %. On dénombre 387.815 nomades (3,5 %) et 10.788.100 sédentaires (96,5 %). Cette population comprend 291.233 réfugiés (2,6%) venant principalement du Soudan et de la République Centrafricaine. Le taux de croissance démographique intercensitaire est de 3,5% par an.

L'espérance de vie à la naissance est de 49,9 ans en milieu urbain et de 50,8 ans en milieu rural. Sur l'ensemble du territoire, elle est de 50,3 ans.

La proportion de la population âgée de 18 ans et plus est beaucoup plus élevée chez les femmes (44,4 %) que chez les hommes (40,8 %). Il en est ainsi dans toutes les régions à l'exception de Ndjamena (47,8 contre 52,9 %). La grande majorité de la population (78%) est constituée de ruraux vivant essentiellement de l'agriculture, de l'élevage, du petit commerce et de l'artisanat. Cette partie de la population est la plus pauvre et la plus exposée à l'insécurité alimentaire.

#### 1.4. Justificatif et objectifs de l'étude

L'initiative Genre et Marchés initiée par le Bureau Régional Dakar (RBD) du PAM a permis de réaliser deux études au Tchad. La première étude intitulée "Genre et Marchés" réalisée en Aout 2016 restait plus focalisée sur les enseignements et les bonnes pratiques pour le développement des outils afin d'évaluer et suivre les aspects de genre et d'autonomisation dans les interventions du PAM. La deuxième étude menée dans le cadre d'une analyse

comparative de trois pays sahéliens dont le Tchad, fournissait une base de connaissance sur les interactions entre dynamiques sexospécifiques et les marchés agricoles en Afrique de l'Ouest<sup>12</sup>. Le cas présenté pour le Tchad est spécifique au Bassin du Lac Tchad et donc n'est pas assez représentatif pour tirer des conclusions généralisables. Par ailleurs CARE International a également entrepris une étude<sup>13</sup> en décembre 2016, pour mesurer les impacts ou effets des transferts monétaires sur les ménages en situation d'insécurité alimentaire au Tchad. Une des conclusions de cette étude était que les transferts monétaires ont eu un effet positif sur le genre et les relations sociales au sein de ménages mais l'étude abordait très peu le volet autonomisation de femmes.

Force est de constater que toutes ces études bien que révélatrices d'enseignements et de pistes de réflexions sur les aspects de genre et d'assistance alimentaire, ont apprécié la question d'autonomisation des femmes et n'ont pas approfondi la façon dont les interventions basées sur les marchés ont impacté l'autonomisation des femmes, des jeunes et autres groupes vulnérables. D'où la nécessité de faire d'autres études complémentaires notamment dans le sud pour mieux comprendre la thématique Genre -Marché- Autonomisation des femmes.

L'objectif de cette étude vise à mieux comprendre la dynamique de genre et l'autonomisation des femmes à travers une intervention basée sur les marchés au Tchad où le PAM assiste les réfugiés et les retournés au travers de la distribution de cash ou de bons d'alimentation. Plus précisément la présente étude vise à comprendre ***comment les transferts monétaires contribuent à l'autonomisation des femmes et des populations marginalisées au Tchad ?***

Dans le cadre de l'initiative Genre et Marché, Le PAM a proposé un cadre d'évaluation de l'autonomisation des femmes sur les marchés agricoles et les chaînes

<sup>11</sup> <http://www.adequations.org>

<sup>12</sup> Voir site web :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000022435/download/>

<sup>13</sup> Étude sur les Effets/Impacts des Programmes de Transferts Monétaires sur les Ménages en Situation d'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans la région de Wadi-Fira, Département de Biltine.

de valeurs. Ce cadre servira de guide pour appréhender le rôle des interventions CBT pour l'autonomisation des femmes au Tchad.

## 2. Design et méthodologie

### 2.1. Questions de recherche

En partant de ce point de référence fixe, nous proposons la problématique suivante : **Comment les activités CBT affectent-elles l'adaptation et la résilience des ménages et communautés locales en période de crise et dans quelles mesures ces transferts monétaires ont-ils impacté les marchés alimentaires au Tchad ?**

Partant de cette problématique, nous allons tenter de vérifier les hypothèses suivantes ;

- *H1 : les interventions utilisant des transferts monétaires ont amélioré la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des ménages bénéficiaires :*
- *H2 : les interventions CBT ont une influence sur la dynamique du genre et des relations sociales au sein du ménage et des communautés ciblées et constituent une voie vers l'autonomisation des femmes ;*
- *H3 : les activités de CBT ont stimulé le développement de l'économie locale et permis aux femmes commerçantes d'être plus engagées sur les marchés ;*

Rechercher à vérifier ces hypothèses nous ramène à examiner les effets et/ou impacts des interventions CBT sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, le genre et l'autonomisation des femmes. Ceci nous emmène à poser le questionnement suivant :

- Dans quelle mesure les interventions utilisant des transferts monétaires du PAM ont-elles amélioré la sécurité alimentaire des ménages (en faisant la distinction entre les femmes et hommes) ?
- Comment les femmes participent ou s'intègrent-elles dans les coopératives et dans quelles mesures accèdent-elles aux opportunités de marchés suite à l'intervention CBT (les questions d'accès aux crédits de financement de campagne ?

- Comment les femmes, perçoivent leur autonomisation économique et quels sont les défis et les lacunes pour chaque domaine identifié ?
- Les effets du CBT sur les marchés alimentaires au Tchad : quels effets/impacts sur les marchés perdurent au-delà de la clôture du programme ?
- Est-ce que l'impact du programme CBT est perceptible sur les commerçants(tes) ?
- A-t-il permis de dynamiser les activités commerciales et de renforcer les capacités des commerçants/commerçantes à développer leur activité ?
- Quels sont les changements éventuels de stratégies/pratiques commerciales observés auprès des consommateurs et des commerçants avant et après le programme ?
- Quels sont les principaux enseignements de ce programme et quelles sont les recommandations pour la poursuite d'activités similaires dans le contexte étudié ?

### 2.2. Méthodologie

Une méthodologie définie en deux phases nous a permis d'organiser ce travail de recherche sur le terrain. Une première phase théorique basée sur la recherche documentaire nous a permis de recueillir des informations de bases sur les interventions basées sur le CBT au Tchad. Cette phase a été soutenue par des entretiens avec les collègues du PAM notamment la Spécialiste en Genre de l'Unité VAM du Bureau régional à Dakar et avec les collègues en charge du Programme au PAM Tchad. Ceci nous a permis d'avoir une idée assez précise des attentes aussi bien au niveau du CO que du Bureau régional : effets et/ou impact des interventions CBT pour l'autonomisation des femmes.

La deuxième phase plus opérationnelle a consisté en la recherche des informations complémentaires sur le terrain et la production de rapport. Ce qui nous a amené à :

- analyser les données secondaires existantes (rapport d'évaluation, PDM, enquêtes marches et sécurités alimentaires) ;

- rencontrer les partenaires clés du PAM afin de s’informer sur les stratégies genre en liens avec les questions d’autonomisation des femmes, d’accès aux marchés et de protection ;
- conduire des entretiens avec les informateurs clés (bénéficiaires, services techniques, et autres personnes ressources).

Le tableau ci-dessous fait le point sur les besoins en informations et le dispositif d’investigation et de collecte de données :

Besoins en information	Investigation
• Contexte générale de la zone de l’étude	Analyses de données secondaires :
• Le profil socioéconomique des ménages	• Revue de littérature sur les programmes de transfert monétaires en lien avec le genre et l’autonomisation des femmes, les rapports d’évaluation (PDM, ENSA, marchés) ;
• Consommation alimentaire de ménages et sécurité alimentaire des ménages ;	• Discussion de groupe avec les femmes, les hommes ;
• Utilisation du transfert par les bénéficiaires mais aussi leurs préférences ;	• Entretien semi structure avec les informateurs clés identifiés (marchés et commerçants);
• Dynamique du genre au sein des ménages et autonomisation	Entretien individuel pour les études de cas potentiels ;
• Les marchés (disponibilités, accessibilités, comportement des acteurs, etc.)	Support de collecte : - Questionnaire Focus groupe Marchés ;
• Question de protection ;	- Questionnaires focus groupes Communauté hôte ;
• Défis et les opportunités à prendre en considération ;	- Guide d’entretien communautaire ; - Questionnaire Focus Groupe Femme

### 2.3 Ciblage géographique et échantillonnage

Suivant les discussions avec le bureau de pays, nous avons retenu que cette étude couvrira la zone sud du pays. En effet Il y a une concentration des interventions CBT dans cette zone où le PAM assiste plus de 70.000 bénéficiaires se composant des retournes Tchadiens (81%) et les réfugiés (19%). Ces bénéficiaires sont localisés dans 13 sites répartis dans les régions de Logone Occidentale, Logone Orientale et le Moyen Chari, en suivant un échantillonnage raisonné 4 sites à savoir Danamadja, Dosseye, Djako et Sido, retenus pour l’étude. Ce choix a été fait en tenant compte des aspects suivants : la concentration des interventions CBT, la catégorie de bénéficiaires (réfugiés/retournés), et la

proximité avec les marchés. Sur les 4 sites, trois (Danamadja, Djako et Sido) sont des sites de retournés tchadiens et un site pour les réfugiés celui de Dosseye.

### 2.4 Outils et collectes de données sur le terrain

Suivant les besoins en informations pour cette étude nous avons élaborés pour la collecte de données sur le terrain, 5 questionnaires focus groupe dont :

- Questionnaire communautaire afin de recueillir des informations sur les ménages et la communauté
- Questionnaire femmes afin de recueillir des informations qualitatives sur les femmes ou les groupements de femmes
- Questionnaire jeunes ;
- Questionnaires commerçants afin d’avoir des informations complémentaires sur les marchés
- Questionnaires informateurs clés (service techniques) ;

La phase de collecte de données dans les 4 sites retenus a été organisée du 06 au 11 septembre 2017. Dans chaque site il a été administré un questionnaire focus groupe communautaire, femme et jeunes. Le questionnaire commerçant a été administré seulement sur les marchés de Gore et Sido parce que les mêmes commerçants de Gore interviennent dans les sites de Dosseye et Djako. Les données collectées concernent 3 sites de retournés et 1 site de réfugiés.

### 2.5 Partenaires

En marge de la phase de collecte de données primaires dans les sites, des rencontres bilatérales ont été organisés avec les principaux partenaires du PAM tels que le gouvernement (autorité locale à Gore et CNARR), les agences du système des Nations Unies (OCHA, UNHCR et FAO), les ONG partenaires du PAM (IRW, SECADEV, ADES, SIF et CARE International). Ces rencontres nous ont permis d’engager des discussions franches et intéressantes sur le thème de l’étude mais aussi de recueillir le

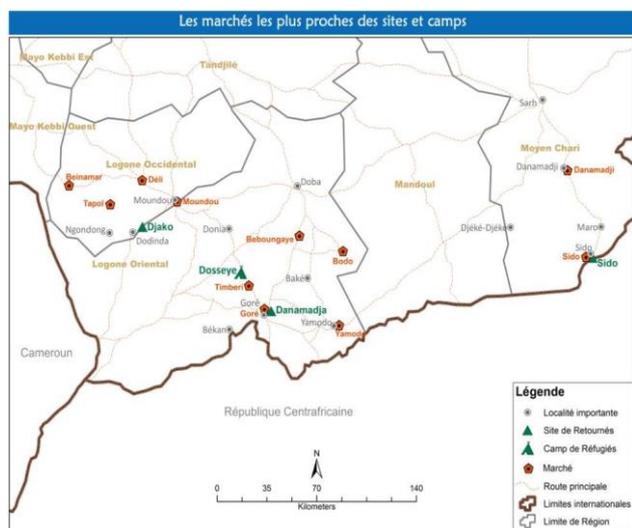
point de vue des partenaires par rapport au CBT du PAM dans la zone sud du Tchad.

### 3. Principaux résultats

#### 3.1. Contexte de la zone d'étude.

La zone Sud du Tchad est une zone agricole par excellence et les principales activités restent l'agriculture et l'élevage. Dans le cadre de cette étude, cette zone est constituée par les régions des deux Logones (Orientale et Occidentale) et le moyen Chari. Depuis 2014, cette zone est caractérisée par un afflux de réfugiés et de retournés tchadiens fuyant les tensions politiques de la crise centrafricaine.

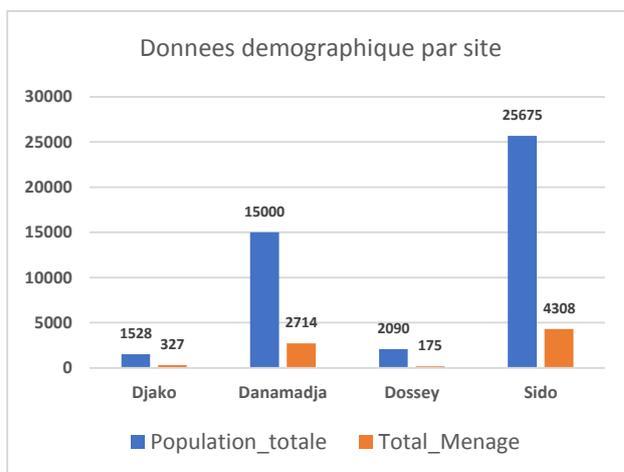
Figure n°1 Localisation des sites CBT



En effet, selon l'enquête Post Distribution Monitoring (PDM) réalisée en mai 2016, 43% des ménages interrogés s'adonnent à l'agriculture, 34 % pratiquent l'élevage et 4% la pêche.

#### 3.1.1. Profil démographique des bénéficiaires.

Graphe n°1



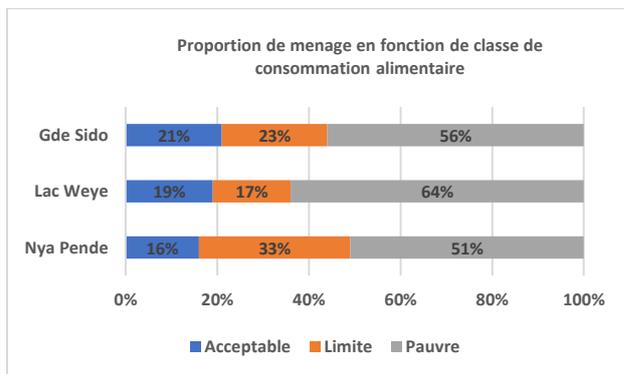
Source : notre enquête

Les 4 sites visités regroupent au total une population de 44293 individus dont 92% étant localisés à Danamadja et Sido. Cette population est composée de 7524 ménages dont 2% de réfugiés (site de Dossey) et 98% de retournée.

#### 3.1.2. Sécurité alimentaire

Les indicateurs de sécurité alimentaire sont le score de consommation alimentaire et la classe de sécurité alimentaire. L'analyse des données de l'enquête PDM du PAM conduite en mai 2016 dans les localités où sont implantés les camps de retournés a permis d'élaborer les deux graphes ci-dessous.

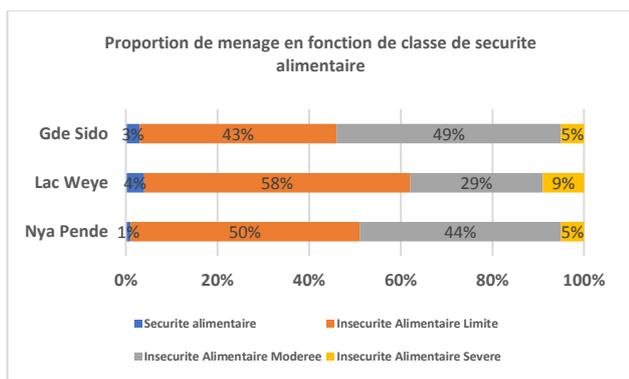
Graphe n°2



Source : Enquête PDM mai 2016/PAM-Tchad

Le département de Lac Weye affiche la plus forte prévalence 64% de l'insécurité alimentaire.

Graphe °3



Source : enquête PDM mai 2016/PAM-Tchad

L'analyse de ces deux graphes illustre bien la situation de sécurité alimentaire dans les départements hébergeant les sites des retournés/refugiés. On remarque que plus de 50% des ménages enquêtés ont une consommation alimentaire pauvre et donc une forte prévalence de la sous-alimentation (apport énergétique < à 2100Kcal).

### 3.2. Effets des interventions CBT sur la sécurité et les moyens d'existence de ménages

#### 3.2.1. Acceptation de la modalité de transfert et impact sur ménages ;

##### a) Modalité de transfert

Site	Assistance souhaitée
Djako	Argent
Danamadja	Argent
Dossey	Argent
Sido	Nature

Dans 3 sites sur 4 visités les bénéficiaires affirment qu'ils souhaitent avoir une assistance en argent plutôt qu'en nature. Cette préférence marquée pour le cash s'explique par les raisons suivantes :

- Le cash leur permet l'achat d'articles non alimentaires, moins chers en dehors du site,
- Le cash leur donne une certaine autonomie dans la gestion ;
- Possibilité de développer des AGR

Le Site de Sido par contre à une préférence marquée pour une assistance en nature car plus diversifiée,

<sup>14</sup> Cependant le Bureau de Pays a confirmé que cette situation a depuis été corrigé grâce à un enregistrement

c'est-à-dire que le bénéficiaire a le choix pour les denrées qu'il va consommer.

##### b) Les impacts du CBT sur les ménages

Dans les 4 sites, les discussions de groupes révèlent que **c'est le mari qui reçoit** le coupon même si le plus souvent c'est la femme qui assiste à la foire pour échanger les bons contre les vivres. **C'est le mari qui décide de comment sera utilisé le cash transfert** dans les 3 camps de retournés (Danamadja, Djako et Sido) en revanche dans le camp de réfugiés de Dosseye, la décision est prise de manière consensuelle par le mari et la femme.

Le transfert d'espèces reçu a servi principalement à l'achat de nourriture, aux soins de santé et à reconstituer les moyens d'existences. Lors des focus groups 100% des participants ont déclaré que le a contribué à améliorer les conditions de vie des populations bénéficiaires en :

- Atténuant les effets des crises alimentaires ;
- Améliorant l'accès au service de santé ;
- Améliorant la situation sociale du bénéficiaire ;

Cependant, on note quelques problèmes majeurs survenus au niveau communautaire ou au niveau du ménage. En effet sur 100% des sites visités (refugiés et retournés) le principal problème observé au sein de la communauté reste celui lié au ciblage (exclusion/inclusion) ; c'est-à-dire l'oubli de certains bénéficiaires ou infiltration de réfugiés dans les sites de retournés (cas de Djako<sup>14</sup>). Au niveau du ménage le problème le plus fréquent reste la tension entre les coépouses et concerne davantage les foyers polygames. Ces problèmes principaux ont été également mentionnés lors des discussions avec les partenaires du PAM.

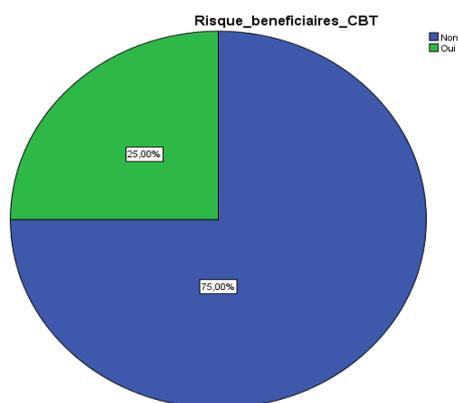
#### 3.2.2. Sécurité des ménages et mécanismes de gestion de plainte ;

L'appréciation de la sécurité est faite au travers de deux aspects importants à savoir la sécurité des ménages bénéficiaires et les mécanismes de gestion des plaintes. Dans 25% des sites

biométrique de tous les retournés avec une vérification préalable de leur statut de réfugié.

visités(Dosseye), il existe un risque lié à la sécurité des bénéficiaires du CBT. Ce risque encouru est le vol simple et est plus fréquent au niveau du point de collecte de l'aide c'est-à-dire sur le site même.

Graphe n° 4 : Risque sécuritaire



Les mesures de mitigation prises par les bénéficiaires peuvent être soit **des achats groupés** c'est le cas dans les sites de Djako et de Dosseye ou bien les **hommes accompagnent les femmes** comme c'est le cas dans les sites Danamdja et Sido. Dans l'ensemble des 4 sites visités, les bénéficiaires n'ont pas de problème d'accès au marché.

Il existe un comité de gestion des plaintes dans chaque site. Ces comités jouent un rôle crucial dans la prévention et la résolution des conflits au niveau de la communauté. Le tableau ci-dessous présente la composition des comités de gestion de plainte par sites :

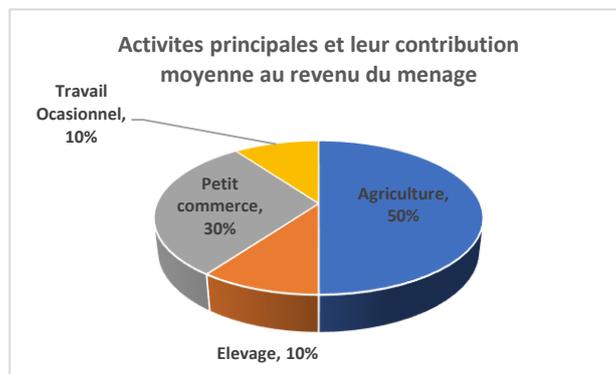
Site	Homme	Femme	Pourcentage de femme
Djako	10	2	20%
Danamadja	5	0	0%
Dossey	3	1	33%
Sido	12	1	8%
<b>Total</b>	<b>30</b>	<b>4</b>	<b>13%</b>

### 3.2. 3.. Moyens de subsistance et stratégies d'adaptation ;

Les moyens d'existence «englobent les capacités, les biens (y compris matériels et sociaux) et les activités requis pour gagner sa vie. Les moyens d'existence sont durables quand ils peuvent faire face aux stress et chocs (sécheresse, inondations, guerres, etc.) et

s'en remettre, et maintenir ou améliorer leurs capacités et leurs biens, sans ébranler la base des ressources naturelles » (Chambers et Conway, 1992).

Graphe n°5 : Activités principales



Les principales activités de subsistance des ménages restent l'agriculture (culture vivrière comme mil, sorgho, riz, maïs, etc), pratiquée en majorité par les hommes et qui contribue en moyenne à 50% du revenu des ménages. Après l'agriculture, c'est le petit commerce pratiqué principalement par les femmes et contribuant à hauteur de 30% en moyenne au revenu du ménage.

Pour faire face aux difficultés alimentaires les ménages développent des stratégies d'adaptation. En effet au niveau du site de réfugiés de Dosseye, les ménages ont mis en œuvre les stratégies telles qu'illustré dans le tableau ci-dessous.

Stratégie	Pourcentage
Vendre plus d'animaux que d'habitude	50%
Échanger/Troquer des habits/bijoux contre de la nourriture	20%
Augmenter la vente de bois de chauffe	10%
Vendre ou consommer les semences	10%
Vendre des équipements ménagers / des bijoux/des habits (radio, meubles, réfrigérateur, TV, tapis, ...)	5%
Vendre les biens productifs autres que les semences (matériels agricoles, machine à coudre, moulin, terre, etc.)	5%

### 3.3. Effets des interventions CBT sur le genre et l'autonomisation des femmes et des groupe vulnérables.

Pour apprécier les effets et le rôle des CBT pour l'autonomisation des femmes et des jeunes nous avons administré deux types de questionnaires focus groupe femmes et jeunes.

#### 3.3.1 Prise de décision sur les activités commerciales ;

Les femmes bénéficiaires pratiquent des activités commerciales (petit commerce de détail) dans les sites de retournés/refugiés. Ce petit commerce consiste en la vente de produits alimentaire comme farines de mil, riz, l'oignon, pâtes, sel, etc. Les femmes s'approvisionnent sur les marchés des villages hôtes et les principaux clients qui achètent leurs produits sont les retournés/réfugiés. Cent pour cent des femmes participant au focus groupe ont affirmé avoir le plein leadership sur leurs activités commerciales. C'est-à-dire que ces femmes décident la plupart du temps de leurs activités commerciales. Ce qui les rendent en partie autonome. Les deux types de sites (retournés et réfugiés) constituent une opportunité pour développer des activités génératrices de revenu.

#### 3.3.2. Accès et pouvoir de décision sur les ressources productives

Même si les femmes exercent un leadership sur les activités commerciales, la question de l'accès et du pouvoir de décision sur les ressources productives (capital productif, crédit, connaissances technologiques) reste mitigée et varie suivant les sites selon le genre du chef de ménage. En effet plus 75% des femmes présentes affirment avoir accès aux ressources productives du ménage et le pouvoir décision est pris de manière consensuelle. Si la femme est cheffe de ménage, elle exerce tous les droits sur les ressources productives.

Il n'existe pas d'opportunités de crédit pour les femmes dans les sites abritant les retournés ou les réfugiés. En revanche, ces femmes organisent entre elles des tontines par le biais desquelles il leur est possible d'avoir accès à des fonds supplémentaires pour faire des activités génératrices de revenu notamment le petit commerce comme vente de produits cosmétiques.

#### 3.3.2. Leadership et participation

Le leadership et la participation sont deux aspects importants de l'autonomisation sociale. Apprécier les deux aspects revient à déterminer si les femmes sont organisées en association ou en membres actives participant aux prises de décisions au sein de ces organisations.

Dans 4 sites visités 100% des femmes qui ont participé aux groupes de discussion sont membres d'au moins une association. Ces femmes affirment qu'elles s'expriment en toute liberté sur les questions de marchés. Cependant leur participation au conseil d'administration laisse à désirer, le plus souvent ce conseil est centralisé au niveau des hommes. En plus ces organisations de femmes ne sont pas impliquées dans le processus de distribution des vouchers. Cela constitue un défi majeur pour ces femmes qui cherchent à devenir économiquement et socialement autonomes.

#### 3.3.3. Perception de l'autonomisation chez les femmes et les jeunes.

A la question "quelle perception avez-vous de la notion d'autonomisation des femmes et/ou des jeunes?", les réponses sont mitigées et pas facilement perceptibles. Les femmes, tendent à définir davantage les défis ou les contraintes entravant leur autonomisation. Elles restreignent la notion d'autonomisation à deux ou trois domaines spécifiques : l'accès aux ressources productives, le pouvoir de décisions sur l'utilisation de ces ressources, le leadership et la participation. Les principaux défis auxquels les femmes sont confrontées sont :

- Le manque de crédit pour faire des AGR ;
- La non implication des femmes ou dans certains cas la faible prise en compte de leurs opinions lors de prise de décisions par les hommes ;
- Le manque de formation des femmes;
- Le fait de ne pas posséder de pièces d'identités ou documents officiels ;

A ceux-là s'ajoute aussi le vide juridique concernant le statut du retourné.

Même si ces femmes ont du mal à percevoir la notion d'autonomisation, elles sont conscientes que les défis ci-dessus limitent leur autonomisation économique et sociale.

### 3.3.4. Les impacts perceptibles

Dans les quatre sites visités, les bénéficiaires déclarent que l'assistance CBT du PAM a eu un impact positif sur l'alimentation du ménage en ce sens que le bon de 6000 FCFA/ mois (pleine ration) permet de couvrir les besoins alimentaires du ménage pour un mois. Cependant la demie ration (3000FCFA/ménages) qui est actuellement distribuée ne couvre que deux semaines.

L'organisation des foires commerciales pour échanger les coupons contre de produits alimentaires sur le site permet la création des emplois saisonniers pour les jeunes et stimulent le développement de petit commerce en particulier pour les femmes. Ceci contribue à diversifier les sources de revenus et à améliorer l'économie du ménage.

Selon les jeunes du site de Danamadja, les interventions CBT ont aussi contribué à retenir les hommes dans les sites et à limiter la migration vers le centre-ville de Gore.

## 3.4. Effet des interventions CBT sur les marchés

### 3.4.1. Accessibilité au marché

La question de l'accessibilité au marché est primordiale dans le suivi et l'analyse d'impact d'une intervention basé le marché.

Les résultats de l'enquête montrent qu'il n'existe pas de problème d'accessibilité aux marchés dans les différents sites des retournés/réfugiés. En effet dans 100% des sites visités, les marchés sont accessibles pour la plupart des clients soit par piste rurale comme le cas de Sido, Danamadja et Dosseye ou par voie bitumée au niveau du site de Djako. Les habitants des villages partent le plus souvent et parcourent en moyenne 4 km pour venir sur les principaux marchés. Les clients peuvent faire face à

certains défis liés à la sécurité tels que les incidents, l'insécurité ou le petit banditisme.

### 3.4.2. Les commerçants et leurs stratégies

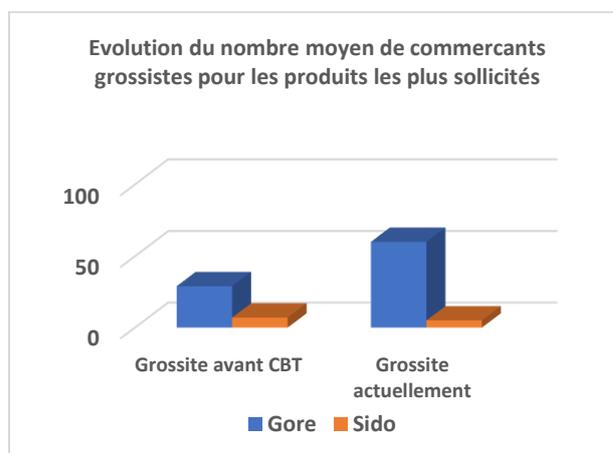
Dans le but d'apprécier les effets des interventions CBT, sur l'économie locale, nous avons administré un questionnaire focus groupe aux commerçants partenaires du PAM dans le CBT et aux informateurs clés des marchés à Goré et à Sido<sup>15</sup>.

Neuf commerçants, tous des hommes participent au programme CBT dont 5 à Goré et 4 à Sido. Les produits les plus sollicités sont : le riz local/importé, farine de blé/maïs/manioc, haricot, pâtes alimentaires, l'huile d'arachide. Globalement pour ces produits les plus sollicités sur les deux marchés le nombre moyen de commerçants a évolué à la hausse suite aux interventions CBT. Le tableau ci-dessous nous renseigne sur l'évolution du nombre moyen de commerçants aussi bien grossistes que détaillants.

Commerçant	Avant le CBT	Actuellement	Pourcentage
Grossistes	36	65	81%
Détaillants	253	384	52%

Cependant cette évolution cache des disparités selon les marchés. Les graphes suivants présentent l'évolution selon le marché.

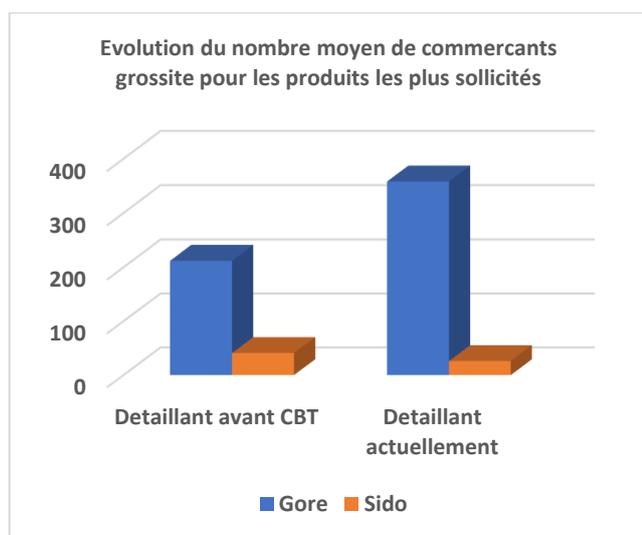
Graphe n°6



<sup>15</sup> Les mêmes commerçants de Gore interviennent aussi à Danamadja, Dosseye et Djako.

On remarque que sur le marché de Goré le nombre moyen de grossistes a plus que doublé après le lancement des interventions CBT à Goré. Le nombre moyen de détaillants suit également la même tendance. Ce qui traduit un regain d'intérêt pour la commercialisation de ces produits. Les commerçants affirment également une augmentation de leur chiffre d'affaires et une diversification de leurs chaînes d'approvisionnement.

Graphe n°7



A Sido par contre, on observe un effet inverse. Le nombre moyen de grossistes et détaillants pour les principaux produits baisse respectivement de 26% et de 37% après la mise en place des interventions CBT. Les raisons avancées par les commerçants pour justifier cette baisse concernent la dégradation avancée de la route qui cause beaucoup de pertes ainsi que la détérioration des marchandises.

La principale stratégie adoptée par les commerçants pour faire face aux problèmes de hausse de prix ou d'approvisionnement reste le déstockage des marchandises.

Les principaux défis rencontrés par les commerçants partenaires du PAM et qui pourraient limiter les capacités de ces commerçants peuvent être résumés ci-dessous :

- Environnement peu favorable : beaucoup de tracasseries des militaires / administratives (mairie et impôts).
- La dégradation des routes

- Les tracasseries administratives (paiement de taxes, impôts ou des frais illégaux) ;
- Le manque d'accès aux crédits bancaires
- La fermeture de la frontière avec la RCA.

### 3.5. Les défis et les opportunités existantes pour les interventions CBT

Les interventions CBT du PAM au sud font face un certain nombre de défis tant structurels que conjoncturels. Les principaux défis sont résumés comme suit :

- **Insuffisance des ressources** : l'assistance du PAM au profit des retournés/réfugiés n'a pas été régulière tout au long des deux dernières années par manque de financement. En effet en 2016 il y a eu 5 distributions sur 12 et pour l'année en cours, seulement 4 distributions ont pu être effectuées. La valeur du coupon est passée de 6000 FCFA/mois à 3000fcfa/mois. Cette ration réduite de moitié ne couvre pas tous les besoins alimentaires des bénéficiaires qui sont obligés de recourir à d'autres stratégies parfois néfastes comme la prostitution de survie pour combler le gap.
- **Le CBT est limité seulement à l'achat de produits alimentaires (céréales, légumineuses, huile, sucre, etc.)** pour une certaine période et ne constitue pas un paquet intégré pour encourager par exemple l'accès aux services sociaux de base (éducation, soin de santé, etc..).
- **L'accès aux ressources notamment à la terre et au pâturage accentuent les conflits cultivateurs-éleveurs ou éleveurs-éleveurs** : selon le bureau OCHA à Gore, l'arrivée de réfugiés et retournés de la RCA et la fermeture des frontières avec la RCA depuis 2014 ont freiné les mouvements de transhumance entre les deux pays et ont exacerbé ce manque de pâturage et de débouchés pour le cheptel. Les questions d'accès à la terre sont récurrentes dans les villages d'accueil et villages autour des sites et camps, et affectent les rapports

communautaires. La fermeture de la frontière avec la RCA qui s'est traduite par une réduction des opportunités d'échanges commerciaux pour les commerçants locaux.

- **Le retrait de plusieurs acteurs humanitaires des sites de retournés du sud:** suite au manque de financements, couplé à l'absence de programmes de développement et de solutions durables a entraîné la réduction des standards humanitaires minimums dans tous les secteurs, particulièrement dans les sites de retournés<sup>16</sup>.
- **L'absence de documentation civile pour les retournés :** constitue un véritable facteur limitant leur liberté de mouvement, l'autosuffisance, l'accès aux services sociaux de base et par conséquent leur intégration socio-économique.
- **Risque de protection :** La violence sexuelle et sexiste affecte à la fois les réfugiés de la RCA, les nouveaux/anciens arrivés et les communautés d'accueil et constituent l'un des principaux risques de protection pour la communauté. Selon le HCR, une évaluation participative réalisée en 2014 dans le camp de Dosseye a révélé que les filles de 12 à 17 ans et les femmes célibataires sont les plus touchées par la violence sexuelle et sexiste. En raison de l'extrême pauvreté, les jeunes filles sont souvent exposées à des rapports sexuels de survie et au mariage précoce et forcé.
- **La pauvreté structurelle** voir même et le manque d'initiatives de développement ou l'absence de mesures durables d'accompagnement, continuent de fragiliser davantage les conditions de vie des retournés/refugiés et des populations hôtes.

Comment atteindre l'autonomisation de retournés/réfugiés dans un tel contexte ??

Il existe des opportunités pour soutenir le développement de petites chaînes de valeurs comme l'arachide et la farine de manioc qui

pourraient constituer une bonne opportunité économique pour les femmes.

### 3.4. Discussion autour des questions de recherche

La problématique de recherche dans le cadre de cette étude était de voir **comment les transferts CBTs contribuent-ils à l'autonomisation des femmes et des populations marginalisées au Tchad ?**

Ce qui nous a ramené à formuler les 3 hypothèses ci-dessous :

- *H1 : les interventions CBT ont amélioré la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des ménages bénéficiaires :*
- *H2 : les interventions CBT ont une influence sur la dynamique du genre et des relations sociales au sein du ménages et des communautés ciblées et constituent une voie vers l'autonomisation des femmes ;*
- *H3 : les activités de CBT ont stimulé du développement de l'économie locale et permis aux femmes commerçantes d'être plus engagées sur les marches ;*

Au vu des résultats de recherche (analyses de données secondaires et enquête) sur le terrain nous sommes en mesure de dire que l'hypothèse selon laquelle **les interventions CBT ont amélioré la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des ménages** est partiellement vérifiée. Les interventions CBT ont permis aux retournés et réfugiés d'améliorer leurs conditions de vie. Grâce aux bons qu'ils reçoivent du PAM, ils arrivent à améliorer leur sécurité alimentaire, l'accès aux soins de santé et leurs situations sociales. **"Nous avons remarqué que depuis le début des interventions CBT du PAM, le nombre de personnes (retournés tchadien) venant chercher de l'aide a considérablement diminué"** affirme le préfet du département de La Nya Pende à Gore.

Cependant du fait que les distributions n'ont pas été régulières tout au long de l'année, les bénéficiaires ont dû adopter des stratégies qui fragilisent

<sup>16</sup> OCHA/Tchad, Bulletin Humanitaire N°5, mai 2017.

d'avantage leurs moyens d'existence et les rendent plus vulnérables. Ce qui à la longue pourra compromettre le niveau d'autonomisation des ménages en particulier des femmes. *“ Nous acceptons les 3000FCFA/mois avec deux mains et remercions le PAM. Ça fait 100f/jours, avec nos enfants on va faire comment ? nos maris n'ont pas de travail et il n'y a pas d'aide pour les femmes. On ne peut pas chercher de gauche à droite car nous ne connaissons pas l'endroit.”* Déclare Mme Kaltoumi Abdoukarim, présidente des femmes du site de retournés de Djako.

**Comment les femmes participent ou s'intègrent-elles dans les coopératives et dans quelles mesures accèdent-elles aux opportunités de marchés suite à l'intervention CBT ? Comment les femmes, perçoivent leur autonomisation économique et quels sont les défis et les lacunes pour chaque domaine identifié ?**

Les femmes sont actives sur les différents sites visités. Elles sont organisées en associations/coopératives le plus souvent orientées vers une activité économique spécifique comme le maraîchage, la couture et le petit commerce dans le site. L'adhésion dans ces organisations y est libre et volontaire. 100% des femmes participant au focus groupe ont affirmé avoir le plein leadership sur leurs activités commerciales C'est-à-dire qu'elles décident quoi vendre ? où ? comment et à quel prix ?

Le site constitue le premier marché pour ces femmes et les foires commerciales organisées par les commerçants partenaires du PAM constituent d'excellentes opportunités pour mieux écouler leurs marchandises. En ce qui concerne l'accès aux ressources productives, 75% des femmes présentent lors des discussions de groupe affirment qu'elles-y ont accès et la décision d'utiliser ces ressources sont prises de manière conjointe avec le mari qui est plus souvent chef de ménage. Il est à noter que même si les femmes sont actives dans les associations leur leadership est très limité et un certain nombre de défis limitent les femmes dans leur quête d'autonomie :

- Le manque de crédit pour faire des AGR :

- La non implication des femmes ou dans certains cas la faible prise en compte de leurs opinions lors de prise de décision par les hommes ;
- Le manque de formation des femmes limite leurs capacités à créer des initiatives économiques ;
- Le manque de pièces d'identité ;

Or le PAM<sup>17</sup> définit l'autonomisation des femmes comme étant un processus qui comprend l'ensemble des actions visant à sensibiliser, à renforcer la confiance en soi, à élargir les choix et à accroître l'accès aux ressources et le contrôle sur celles-ci, ainsi que les mesures destinées à réformer les institutions et les structures de sorte qu'elles contribuent à l'égalité des sexes au lieu d'aggraver et de perpétuer la discrimination et l'oppression.

Les discussions avec les femmes ont révélé également que les bons de valeurs semblent être préférés aux transferts d'espèces. Le fait que les femmes participent aux choix des denrées à acheter et qu'elles reçoivent l'assistance d'elles-mêmes lors des foires commerciales constituent pour elles un sentiment d'accomplissement et de l'estime de soi. Ce qui n'est pas toujours évident si c'est l'argent dont les hommes ont le plein contrôle. Dès lors, nous pouvons dire que les interventions CBT ont une certaine influence sur la dynamique du genre au sein du ménage et peuvent constituer une voie vers l'autonomisation des femmes.

**Les effets du CBT sur les marchés alimentaires au Tchad : quels effets/impacts sur les marchés perdurent au-delà de la clôture du programme ?**

Les discussions avec les acteurs du marché notamment les commerçants partenaires du PAM, le maire et d'autres informateurs clés, ont fait ressortir que les interventions CBT ont eu des effets positifs sur les marchés. Il faut noter que le marché est largement dominé par les hommes (aucune femme parmi les commerçants partenaires du PAM). Parmi les commerçants participants aux opérations CBT à Gore et Sido, 56% affirment avoir augmenté leur chiffre d'affaires, diversifié leurs chaînes d'approvisionnement et contribué à créer des

<sup>17</sup> Bureau en charge de la parité hommes-femmes

emplois saisonniers pour les jeunes dans les sites. Selon l'étude marché du PAM en mars 2017, 55,4% des commerçants ayant participé aux programmes de transferts monétaires sous formes de coupons alimentaires estiment que ces programmes ont eu un impact positif sur leurs activités commerciales et l'augmentation de profit commercial est le principal point positif que plus des 2/3 des commerçants ayant participé aux programmes de distribution de coupons alimentaires ont mis en avant. La réduction des ventes à crédit a également été mentionnée comme éléments positifs de ces programmes par 21,5% des commerçants participant<sup>18</sup>.

La capacité des commerçants à répondre à une augmentation brusque de la demande dépend de plusieurs facteurs tels que : la disponibilité des produits au niveau local, l'état des infrastructures, la capacité logistique du commerçant et des flux transfrontaliers de produits agricoles. A Gore comme à Sido, tous commerçants partenaires du PAM déclarent avoir la capacité de répondre rapidement à une augmentation de la demande et ce, dans un délai d'une semaine car la plupart des produits existent localement et qu'ils maîtrisent leurs chaînes d'approvisionnement. Il faut noter qu'il n'y a pas de femmes commerçantes.

Au regard de ce qui précède ci-dessus, nous pouvons dire que les activités du CBT ont contribué à stimuler le développement de l'économie locale.

#### 4. Conclusion et Recommandation

L'assistance du PAM aux personnes affectées de la crise en RCA dans le sud du Tchad a permis d'atténuer les souffrances des réfugiés et retournés tchadiens. La distribution de bons-valeurs aux bénéficiaires leur donne la liberté de choix de denrées à acheter sur les marchés locaux. Grâce aux bons qu'ils reçoivent du PAM, ils arrivent à améliorer leur sécurité alimentaire, l'accès aux soins de santé et leurs situations sociales. Toutefois du fait que les distributions ont été irrégulières tout au long des deux dernières années, les bénéficiaires ont dû adopter des stratégies qui fragilisent davantage leurs moyens d'existence et les rendent de plus en plus

vulnérables. Ce qui à la longue pourra compromettre le niveau d'autonomisation des ménages en particulier des femmes.

Les activités ont stimulé l'économie locale tant au niveau des sites/camps, que dans la communauté hôte.

L'émergence d'opportunités économiques en particulier pour les femmes à travers le petit commerce et la création d'emplois saisonniers pour les jeunes constituent des effets positifs induits par les transferts monétaires.

En plus des défis structurels évoqués plus haut les femmes font aussi face au manque de crédit pour faire des AGR, la non implication des femmes ou dans certains cas la faible prise en compte de leurs opinions lors de prise de décision par les hommes, le manque de formation limite leur employabilité, et le manque de documentation civile rend difficile leur intégration socio-économique.

La recherche de l'autonomisation constitue une quête, une aspiration légitime non seulement pour les bénéficiaires (réfugiés/retournés), mais aussi pour la communauté hôte. Les interventions CBT ont une influence sur le genre et les relations sociales au sein du ménage. Le CBT est une opportunité conduisant vers l'autonomisation des groupes vulnérables en particulier des femmes. Cependant dans le contexte actuel au sud du Tchad beaucoup reste à faire pour atteindre une véritable autonomisation des femmes et nous proposons les recommandations ci-dessous :

- Compléter la valeur du bon de 3000 à 6000 FCFA/mois afin de permettre aux bénéficiaires de mieux faire face aux difficultés alimentaires du moment. Ce qui suppose que le PAM redouble d'efforts dans le plaidoyer et la mobilisation des ressources ;
- Plaider en faveur de la mise en place de mesures d'accompagnement et de solutions plus durables et résilientes pour la population hôte afin de renforcer les

<sup>18</sup> Etude des marchés en lien avec la sécurité alimentaire. Tchad, mars 2017 PAR QUI ????

moyens d'existence et de stimuler le développement d'initiatives locales de créations d'emplois pour les jeunes.

- Envisager de nouvelles approches intervention CBT qui vont encourager la formation des jeunes et des femmes afin d'accroître leur potentiel d'employabilité.

Une autre piste qui pourrait être explorée par le PAM, c'est de voir :

- La possibilité de faire des activités intégrées à travers le CBT et qui vont ciblées spécifiquement les femmes : par exemple en plus du bon on peut donner du Cash aux femmes pour les aider à faire des activités génératrices de revenus.
- Cibler plus de femmes commerçantes comme fournisseurs du PAM pour le CBT, même s'il faut faire une discrimination positive. Cela encouragerait l'engagement des femmes sur les marchés.

Annexe Questionnaire

### Etude de cas GAM Tchad

**Groupe de discussion Niveau Communautaire : (de 8 à 10 personnes)**

**(Partie à remplir par le chef d'équipe auprès du chef de villages ou autres informateurs clés)**

N° du Questionnaire : |\_\_| |\_\_|

Section 1 : Identifiant	
<b>A.</b> Date : ____/____/____ <b>2017</b> / (jour/mois/année) <b>B.</b> Nom de la région : _____  <b>C.</b> Nom du département : _____ <b>D.</b> Nom de la Commune : _____ <b>E.</b> Nom du Village : _____	<b>F.</b> Nom de l'enquêteur: _____ <b>G.</b> Nom du chef d'équipe : _____  Signature du chef d'équipe Je certifie que les informations ci-dessous sont complètes et exactes

Données Socio démographiques			
1.1 Combien de ménages vivent dans ce village ?	__   __   __	1.2 Quelle est la population totale estimée de ce village ?	__   __   __   __
1.3 Nombre ménages dirigés par une femme	__   __   __	1.4 Nombre ménages dirigés par un enfant	__   __   __
1.5 Nombre ménages de personnes âgées (plus de 60 ans)	__   __   __	1.6 Nombre personnes handicapées	__   __   __

1.7 Quelle est la langue parlée par la plupart des membres de la communauté ? -----

1.8 Autres langues sont-elles parlées dans la communauté : -----  
 -----

1.9 Quel pourcentage de la communauté ne sait ni lire, ni écrire (dans aucune langue): |\_\_| |\_\_|

1.10 Nombre ou pourcentage de ménages réfugiés, déplacés ou retournés : |\_\_| |\_\_|

1.11 Quels types de pièces d'identité possèdent les membres de la communauté ?

Pièces d'identité	1 = oui ; 2 = Non	% de détenteurs
Carte d'identité officielle	__	__   __
Livret de famille	__	__   __
Permis de conduire	__	__   __
Pièces d'état civil	__	__   __
Passeport	__	__   __
Autres (à préciser)	__	__   __

**(Partie à remplir par l'agent enquêteur en focus group de 8 à 10 personnes)**

1.12 Composition du focus group |\_\_\_\_|

1= hommes » issu de la population hôte/autochtone ; 2 = femmes » issu de la population hôte/autochtone ; 3 = hommes » issu de la population déplacée/refugiée/retourné ; 4 = femmes » issu de la population déplacée/refugiée/retournée

1.13 Nombre de participants au groupe de discussion |\_\_\_\_|

**A. Volet « acceptation et protection »**

Section 2 : Aide d'urgence et ciblage	
2.1 Est-ce que votre village a été confronté au cours de ces 5 dernières années à un problème d'insécurité alimentaire ?	1 = oui ; 2 = Non  ____
2.2 Si oui, En quelle année cette crise a concerné le plus grand nombre de ménages	____   ____   ____   ____
2.3 Quelles en étaient les 3 principales causes ?	____   ____   ____
2.4 Est-ce que les ménages ont reçu une aide d'urgence suite à cette crise ?	1 = oui ; 2 = Non  ____
2.5 Si oui, quelle est la nature de cette assistance ?	____   ____   ____
2.6 Comment les ménages bénéficiaires ont été sélectionnés ?	____   ____   ____
2.7 Quelle méthode était utilisée ?	____   ____   ____
2.8 Est- ce que des membres du village ont été associés au choix des ménages bénéficiaires	1 = oui ; 2 = Non  ____

**2.3 : Principales causes de la crise :** 1 = conflit inter-communautaire ; 2 = Sécheresse inondations ; 3 = Ennemis des cultures ; 4 = Crise économique ; 5 = Autres (à préciser)

**2.5 : Nature de l'assistance :** 1 = Distribution gratuite de vivres ; 1b = distribution gratuite des NFI ; 2 = Cash for Work ; 3 = Cash Transfert (inconditionnel) ; 5 = Food for Work ; 5 = Autres (à préciser)

**2.6 : Il s'agit des critères de sélection :** 1 = Personnes âgées ; 2 = Veufs/veuves sans revenus ; 3 = Ménage de grande taille (+ de 15 membres) ; 4 = Ménages ayant enfants malnutris ; 5 = Déplacés/réfugiés ; 6 = Ménages accueillants des déplacés ; 7 = Autres (à préciser)

**2.7 : Méthode utilisée :** 1= HEA ; 2 = CFS (PMT) ; 3 = méthode CARE

Section 3 : Acceptation de la modalité des transferts monétaires et impacts sur les ménages bénéficiaires	
3.1 Pour vous relever d'une catastrophe ou de troubles sociaux, préféreriez-vous recevoir de l'argent ou une aide en nature (nourriture, articles ménagers, matériaux de construction, etc.) ?	1 = Assistance en argent ; 2 = Assistance en nature  ____
3.1.1 Si Assistance en argent, pourquoi ?	
3.1.2 Si Assistance en nature, pourquoi ?	
3.2 Connaissez-vous des ménages qui ont reçu ou qui reçoivent l'argent sous forme d'aide ?	1 = oui ; 2 = Non  ____
3.3 Qui reçoit l'aide dans le ménage ?	____
3.4 La distribution d'espèces affecte-t-elle la charge de travail du/de la bénéficiaire?	1 = oui ; 2 = Non  ____
3.5 Qui décide de l'utilisation de l'argent reçu ?	____
3.6 Comment se fait l'utilisation de l'argent reçu ? (Citez 3 utilisations par ordre d'importance)	____   ____   ____
3.7 Le Cash Transfer contribue-t-il à améliorer les conditions de vie d'un ménage?	1 = Oui ; 2 = Non  ____
3.8 Si oui, citez quelques 3 exemples par ordre d'importance	____   ____   ____
3.9 selon vous, quels problèmes crée le Cash Transfer au sein de la communauté (3 exemples)	____   ____   ____
3.10 Selon vous quels problèmes crée le Cash Transfer au sein du ménage (3 exemples)	____   ____   ____

**3.3 Qui reçoit l'aide :** 1= mari ; 2 = épouse ; 3 = autre membre du ménage

**3.5 Qui décide de l'utilisation de l'argent reçu :** 1= mari ; 2 = épouse ; 3 = consensus ; 4 = autre membre du ménage

**3.6 Comment se fait l'utilisation de l'argent reçu ?** 1 = Nourriture ; 2 = Santé ; 3 = Éducation ; 4 = Fêtes/cérémonies ; 5 = Moyens de subsistance (avoirs productifs, outils, apports agricoles, etc.) ; 6 = Remboursement de dettes ; 7 = Communications/téléphone ; 8 = autres (à préciser)

**3.8 Si oui, citez quelques exemples :** 1 = Atténuer les effets des crises alimentaires ; 2 = Améliore l'accès aux services sanitaires ; 3 = Améliore la fréquentation scolaire des enfants ; 4 = Renforce les moyens de subsistance des ménages (AGR, disponibilité des intrants agricole, etc.) ; 5 = Améliore la cohésion au sein du ménage ; 6 = Améliore la situation sociale du bénéficiaire ; 7 = Autres (à préciser)

**3.9 Quels problèmes créent les CT au sein de la communauté :** 1 = Mauvaise perception des écarts entre le nombre des bénéficiaires des différents villages ; 2 = Ciblage des ménages dans les villages (exclusion/inclusion) ; 3 = Suspicion portée sur les acteurs (chefs de villages, maires, etc.) ; lors de l'établissement des listes finale des bénéficiaires) ; 4 = Redistribution volontaire de l'argent reçu aux ménages non bénéficiaires ; 5 = Développe un esprit d'assistanat dans la communauté ; 6 = Imposition de redistribution ; 7 = Autres (à préciser)

**3.10 Quels problèmes créent les CT au sein du ménage bénéficiaire :** 1 = Restitution de l'argent au conjoint(e) ; 2 = Détournement de l'argent reçu par le mari ce qui crée des tensions dans le couple ; 3 = Tensions entre coépouses dans les couples polygames ; 4 = Violences physiques ; 5 = Violences domestiques ; 6 = dénis de ressources ; 7 = Restitution de l'argent à un autre membre influant de la famille par le/la récipiendaire ; 8 = Autres (à préciser)

<b>Section 4 : Sécurité des ménages bénéficiaires des CBT</b>	
4.1 Existe-t-il des risques pour les personnes récupérant l'aide au point de collecte, sur le trajet ou après avoir récupéré l'aide ?	1 = Oui ; 2 = Non;  ____
4.2 Si oui, à quels niveaux se situent ces risques ?	1 = au point de collecte ; 2 = sur le trajet ; 3 = après avoir récupéré l'aide  ____   ____   ____
4.3 Quels sont les risques encourus ?	____   ____   ____
4.4 Avez-vous accès à des produits de base sur un marché après avoir reçu l'argent?	1 = oui ; 2 = Non  ____
4.5 Prenez-vous des risques en allant au marché avec l'argent reçu ?	1 = oui ; 2 = Non  ____
4.6 Que faites-vous pour réduire ou mitigés ces risques ?	____

**4.3 Types de risques :** 1 = Vol simple ; 2 = Extorsion ; 3= Perte ; 4 = Autres à préciser

**4.6 :** 1= Les femmes se regroupent pour aller au marché ; 2 = Les hommes accompagnent les femmes, 3= Achats regroupés, 4 = Service de sécurité sollicité ; 5 = Remise de cash individualisé (sans trop alerter) ; 6 = autres à préciser

<b>Section 5 : Mécanismes de gestion des plaintes</b>	
5.1 Existe –t-il un mécanisme de gestion des plaintes dans le village ?	1 = oui ; 2 = Non  ____
5.2 Si oui, quels sont ces mécanismes ?	
5.2.1 Si comité de gestion des plaintes existe, combien de membres le composent ?	Nombre Hommes  ____  Nombre Femmes  ____
5.3 Est-ce comité fonctionnel ?	1 = oui ; 2 = Non  ____
5.4 Les plaignants, obtiennent-ils une réponse à leurs plaintes ?	1 = oui ; 2 = Non  ____

## **B. Volet « capacités »**

### **C. Section 6 : Moyens de subsistance et stratégies d'adaptation**

**6.1 Quels sont les principaux moyens de subsistance/principales sources de revenus d'un ménage moyen de la communauté ?**

Activité	Qui s'en charge ?*	Classement**	% de cette activité aux revenus du ménage***	À quelle période de l'année (saisons)
Pêche	_ _	_ _	_ _ _ _	
Production agricole	_ _	_ _	_ _ _ _	
Élevage de bétail	_ _	_ _	_ _ _ _	
Commerce/vente au détail	_ _	_ _	_ _ _ _	
Travail occasionnel	_ _	_ _	_ _ _ _	
Envois de fonds/Exode	_ _	_ _	_ _ _ _	
Assistance humanitaire	_ _	_ _	_ _ _ _	
Don	_ _	_ _	_ _ _ _	
Emprunt	_ _	_ _	_ _ _ _	
Autres (à préciser)	_ _	_ _	_ _ _ _	

\*Qui s'en occupe dans le ménage ? 1 = Les femmes ; 2 = les hommes ; 3 = les garçons ; 4 = les filles

\*\*Attribuez un numéro à chaque activité en fonction de son importance, en commençant par 1 pour l'activité la plus importante, 2 pour la deuxième et ainsi de suite.

\*\*\*Grâce à la méthode de l'empilement proportionnel, faites une estimation de la contribution de chaque activité aux revenus du ménage (10 cailloux)

## 6.2. Lorsque les ménages n'ont pas de nourriture ou d'argent pour l'acheter, quelles stratégies développent-ils pour faire face aux problèmes alimentaires ? (Cochez les cases correspondantes)

Stratégie de survie	1 = Oui ; 2 = Non	Pourcentage
Acheter des aliments à crédit	_ _	_ _
Réduire les dépenses de santé	_ _	_ _
Réduire les dépenses agricoles	_ _	_ _
Augmenter la vente de bois de chauffe	_ _	_ _
Vendre des équipements ménagers / des bijoux/des habits (radio, meubles, réfrigérateur, TV, tapis, ...)	_ _	_ _
Vendre ou consommer les semences	_ _	_ _
Vendre plus d'animaux que d'habitude	_ _	_ _
Vendre les biens productifs autres que les semences (matériels agricoles, machine à coudre, moulin, terre, etc.)	_ _	_ _
Vendre les femelles reproductrices	_ _	_ _
Retirer les enfants de l'école	_ _	_ _
Envoyer des membres du ménage en migration de travail	_ _	_ _
Échanger/Troquer des habits/bijoux contre de la nourriture	_ _	_ _
Autres (à préciser)	_ _	_ _

## D. Volet « marchés »

7.1	Votre principal marché est-il accessible tout au long de l'année ?	_ _	1= Oui 2 = Non 3 = Oui mais pas pour tous les moyens de transport 98. Refus 99. Ne sais pas
-----	--	-----	---

7.2	La majorité des clients accèdent au marché par... ? (Choisissez la principale voie.)	_____	1= une route bitumée 2 = une piste 3= une piste non aménagée 4 = une voie fluviale 5 = Autres, (à préciser) : _____ 98. Refus 99. Ne sais pas
7.3	Qu'est-ce qui entrave fréquemment l'accès à votre marché d'approvisionnement ?	_____	1= des check-points 2 = des incidents / Insécurité civile /criminalité / banditisme 3 = des conditions météorologiques (crues, etc.) 4 = Autres, préciser _____ 98. Refus 99. Ne sais pas
7.4	Le marché fonctionne-t-il tout au long de l'année?	_____	1= Oui 2 =Non 3 =Oui, mais avec un volume de transactions pas stable 98. Refus 99. Ne sais pas
7_4 spec.	si 2 ou 3, Quelles sont les périodes creuses pendant lesquelles les marchés ne fonctionnent pas bien ?	.....	
7.5	Les habitants de villages partent-ils le plus souvent au marché à ....?	_____	1= Pieds 2 = Dos d'animaux / Charrettes 3 = Véhicules de transport 4 =Deux roues (Vélo, moto, etc.) 98. Refus 99. Ne sais pas
7.5 spec.	Si « 3 » véhicules de transport, combien vous payez en aller-retour pour une personne	.....F CFA	
7.6	Votre principal marché d'approvisionnement est à combien de km de votre village	..... Kms ou ..... Heures de marche à pieds	
7.7	Le marché et le village y rattaché disposent-ils de réseau de téléphonie cellulaire ?	_____	1= Oui 2 = Non 98. Refus ; 99. Ne sais pas

### Liste des participants au Focus Groupes

#	Nom & Prenom	Fonction	Numero de Contact
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			

8			
9			
10			
11			
12			
13			
14			
15			

Niveau Communautaire (Femmes/Associations de femmes) : Groupe de discussion

(Partie à remplir par le chef d'équipe auprès des informateurs clés)

N° du Questionnaire : | \_\_\_\_ | \_\_\_\_ |

Section 1 : Identifiant	
A. Date : ____/____/____ <b>2017</b> / (jour/mois/année)	F. Nom de l'enquêteur : _____
B. Nom de la région :	G. Nom du chef d'équipe : _____
C. Nom du département : _____	Signature du chef d'équipe Je certifie que les informations ci-dessous sont complètes et exactes
D. Nom de la Commune : _____	_____
E. Nom du Village : _____	
Section 2 : Prise de décision sur les activités commerciales	
2.1. Qui exerce le leadership dans vos activités commerciales ?	
2.2. Qui décide, la plupart du temps:	- Si vous vendez? -les produits à vendre? - en quelle quantité? - à quel prix vendez-vous des produits? Où vendre ? - à qui vendre? -dans lequel les produits seront issus (si vous ne les produisez pas vous-même)? - Prendre des crédits pour financer les activités commerciales / commerciales ?
Section 3 : L'accès et le pouvoir de décision sur les ressources productives	
3.1. Qui dans votre ménage a accès au capital productif (financier et autre)?	

<p>3.2. Qui décide, la plupart du temps, de la façon dont le capital productif sera utilisé</p>	
<p>3.3 Qui décide, la plupart du temps, si les services financiers seront utilisés (et à partir de Quelles sources) ?</p> <p>3.4 Qui dans votre ménage a accès à ou a des connaissances des technologies/ matériels</p>	
<p><b>Section 4 : L'accès service de crédit ou autres services financier</b></p>	
<p>4.1. Est-ce que vous avez accès aux types de crédit ? Si oui, citez-les.</p> <p>4.2. Avez-vous utilisé d'autres sources de crédit ? Si oui, quand et pour quel besoin ?</p> <p>4.3. Existent-ils d'autres systèmes de crédit ici auquel vous n'avez pas accès ? Si oui, pourquoi pas ?</p> <p>4.4. Y a-t-il parmi vous des individus qui font partie des tontines ou groupements d'épargne ? Pourquoi ou pourquoi pas ?</p>	
<p><b>Section 5 : Contrôle sur l'utilisation du revenu</b></p>	
<p>5.1. Qui décide, la plupart du temps de la façon dont les revenus seront utilisés, dans les activités du marché et le ménage ?</p>	

5.2. Qui décide, la plupart du temps, combien de vos revenus générés seront consacrés à la nourriture pour votre ménage ?

### Section 6 Leadership et participation

6.1. Est-ce que votre organisation participe à la gestion des distributions du cash/bon ? Si oui comment ?

6.2. Vous sentez-vous à l'aise pour parler en public (à savoir dans les associations des produits de base, d'autres groupes locaux) pour vous prononcer sur les questions de marché ?

6.3. Participez-vous à un groupement paysan ? Si oui, participez-vous à l'organisme de prise de décision principale ?

6.4. Comment votre organisation encourage-t-elle la participation de la communauté dans la gestion du programme ;

### Section 7 Utilisation des services de transfert

7.1 Pourcentage de ménages de la communauté qui ont accès à un téléphone mobile

|\_|\_|\_|\_|%

Tigo

|\_|\_|\_|\_|

|\_|\_|\_|\_|%



## Etude de cas GAM Tchad

**Groupe de discussion Informateurs clés (Marchés /Commerçants) : (de 8 à 10 personnes)**

Section 1 : Identifiant	
A. Date : ____/____/____ <b>2017</b> / (jour/mois/année)	F. Nom de l'enquêteur: _____
B. Nom de la région :	G. Nom du chef d'équipe : _____
C. Nom du département : _____	Signature du chef d'équipe Je certifie que les informations ci-dessous sont complètes et exactes
D. Nom de la Commune : _____	
E. Nom du Village : _____	

Section 2. Information generale	
1.1 Combien de commerçant détaillants participent à l'intervention CBT ?	Total/ Femme/ Homme/

Section 3. Evolution du nombre de commerçants				
Produits (les plus sollicités pour le bon)	Avant		Actuellement	
	Détaillants	Grossiste	Détaillants	Grossiste
Riz local				
Riz Importe				
Huile d'arachide				
Farine de ble				
Farine de maïs				
Farine de manioc				
Haricot				
Sucre				
Pâtes alimentaires				

Section 4. Stratégie des commerçants						
Avez-vous mis en place des stratégies inhabituelles pour cette période de l'année pour faire face à la hausse des prix et/ou aux problèmes d'approvisionnement ? 1= Oui ; 2= Non ; 3= Ne sais pas						
Si oui, lesquelles ?						
Produits (les plus sollicités)	Recours à d'autres zones de production	Recours aux importations	Diminution des marges commerciales	Déstockage	Stockage	Changement de fournisseurs
Farine de manioc						
Riz local						
Riz Importe						
Huile d'arachide						
Farine de ble						
Farine de maïs						
Haricot						

Sucre						
Pâtes alimentaires						
Expliquez pourquoi vous avez mis en œuvre l'une ou plusieurs de ces stratégies :						

**Section 5. Contraintes et capacité de réponse**

4.1 Quelles les principales difficultés dans l'exercice de votre commerce ?	
4.2 Supposons que la demande vient de doubler. Auriez-vous la capacité de répondre à cette demande, et en combien de temps ?	

**Section 6 : Impact des interventions CBT et perspectives**

5.1. A votre avis, quels sont les impacts les plus importants de CBT au sein des ménages ici ? Pour les femmes ? Pour les hommes ? Pour les jeunes ?	
5.2. Est-ce que l'appui de PAM induit des effets sur les relations dans les ménages ? Si oui, les quels ?? Ex : relations époux/épouse ; relations entre coépouses, relations entre chef de ménage et membres de sous-ménages ?	
5.3. Quels sont les impacts les plus importants de CBT au niveau des commerçants ?	



2.5. Quels sont vos rapports avec les organisations des jeunes existant déjà dans le village ?

2.6. Quels sont vos rapports avec les organisations des femmes ?

2.6. Quels sont les activités génératrices de revenus pratiquées par les jeunes ?

### Section 3 : L'accès aux services de crédit ou autres services financier

3.1. Est-ce que vous avez accès aux sources de crédit ? Si oui, citez-les.

3.2. Avez-vous utilisé d'autres sources de crédit ? Si oui, quand et pour quel besoin ?

3.3. Existent-ils d'autres systèmes de crédit ici auquel vous n'avez pas accès ? Si oui, pourquoi pas ?

### Section 4 Perception de l'autonomisation et défis

4.1 Quelle perception faite-vous de la notion d'autonomisation des jeunes ?

4.2. Selon vous quelles sont les défis a relevés pour améliorer l'autonomisation des jeunes ?

### Section 5 : Impact des interventions CBT et perspectives

5.1. A votre avis, quels sont les impacts les plus importants de CBT au sein des ménages ici ? Pour les jeunes ?

5.3. Quels sont les impacts les plus importants de CBT au niveau communautaire ?

5.4. *Comment voyez-vous les impacts de long terme de CBT ? Si le soutien disparaîtrait quelles seront les effets de long terme ?*

### **Support de discussion Informateurs clés (Partenaire du PAM) :**

Dans le cadre de l'initiative genre et marche alimentaire en Afrique, le PAM Tchad a lancé une étude de cas sur le rôle des transferts monétaires CBT pour l'autonomisation des femmes et des populations marginalisées. L'objectif de cette étude est de contribuer à mieux comprendre la dynamique de genre et l'autonomisation des femmes à travers une intervention CBT basée sur les marchés au Tchad où le PAM assiste les réfugiés et les retournés à travers la distribution de cash ou de bons d'alimentation. Plus précisément, la présente étude va contribuer à savoir comment les transferts CBT contribuent-ils à l'autonomisation des femmes et de la population marginalisée au Tchad ?

Dans le cadre de cette étude, il est prévu de faire des séries de rencontres avec les partenaires clés du PAM afin d'échanger sur les effets des transferts monétaires du PAM sur les bénéficiaires et la communauté.

Plus précisément, les questions ci-dessous seront abordées ;

#### **Questions clés**

- Historique du partenariat avec le PAM à Gore ? et quels sont les domaines d'intervention de votre structure ?
- Qu'est-ce qui a changé depuis le début du programme CBT du PAM à Gore ?
- Quelle est l'ampleur du changement survenu depuis le début du programme ?
- Quelle part de ce changement peut être attribuée au programme CBT du PAM plutôt qu'à des facteurs externes ?
- Quelles personnes ont le plus/le moins été concernées par ce changement ?
- A quels défis spécifiques les femmes, les jeunes et autres groupes vulnérables doivent-ils faire face pour une meilleure inclusion sur les marchés alimentaires ? Quel est le rôle de l'état pour aider à surmonter ces défis ??
- Quels sont les défis spécifiques auxquels les femmes, les jeunes et d'autres groupes vulnérables sont confrontés pour renforcer leur autonomisation économique ?
- Comment l'état accompagne-t-il le PAM dans les interventions CBT ?
- Quels sont les impacts les plus importants de CBT au niveau communautaire ? ex : Education de femmes/filles, résultats de nutrition des enfants et de la famille, etc.
- Comment voyez-vous les impacts de long terme de CBT ? Si le soutien disparaissait, quels seraient les effets de long terme ?

